

Cinquième réunion de la plateforme du dialogue public-privé de la filière oléicole - 13 Décembre 2016

Résumé

La cinquième réunion du groupe de travail (GT) sur le dialogue politique et la filière oléicole s'est tenue à Tunis le 13 Décembre 2016, sous la présidence de l'équipe de la FAO et généreusement accueillie par l'UTICA. La liste des participants se trouve en Annexe A.

La FAO a ouvert la réunion avec la présentation des résultats de la consultation du GT visant à obtenir une vision stratégique à long terme partagée par tous les acteurs de la filière, et des acquis du voyage d'étude dans les Pouilles qui a eu lieu en octobre 2016. Des questions clés ont été soulevées, et l'industrie devra faire face aux défis mondiaux futurs, notamment :

- Productivité et stabilisation de la production
- Ajout de valeur, qualité et traçabilité
- Renforcement des capacités (y compris l'infrastructure, les systèmes d'information sur les marchés, le rôle d'une organisation interprofessionnelle)
- Rôle du gouvernement et de la politique

Les priorités stratégiques du secteur et la politique agricole ont été les points principaux soulevés pendant la réunion, aussi bien que la nécessité d'une réflexion à court, moyen et long terme. Cette réflexion pourrait aider à guider la position du gouvernement Tunisien et la Commission Européenne pour mieux tailler leur assistance au secteur dans l'avenir. Le groupe se propose de développer la stratégie et les recommandations au cours de l'année prochaine. La réorganisation du cadre institutionnel est un axe important qui s'inscrit dans la stratégie. Les compétences et responsabilités se recoupent au sein des nombreux organismes et institutions. En outre, les responsabilités se chevauchent entre différents ministères, ce qui engendre complexité.

M. Chokri Bayouhd, DG ONH, a remarqué que le ministère d'agriculture Tunisien souhaite une filière organisée et capable d'élaborer les plan d'action du secteur et la stratégie oléicole à long terme. La discussion a été animée et ouverte : le gouvernement a exprimé que le secteur privé pourrait jouer un rôle plus important dans la filière et participer activement aux discussions politiques, qui, jusqu'à présent, ont été plutôt fragmentées. Le gouvernement a également fait noter que la contribution du GT sera essentielle pour stimuler les éventuelles réformes.

En Février 2017, la FAO et la BERD, avec la collaboration du Ministère, organiseront un séminaire pour discuter l'avenir de la filière oléicole en Tunisie et formaliser le processus informel du dialogue public-privé. M. Bayouhd a proposé qu'une convention soit signée entre le(s) ministère(s), les syndicats et les représentants du secteur privé à l'occasion du séminaire. Cette convention serait également un moyen pour le ministère d'offrir son soutien au procès, et de souligner l'importance de ce dernier. Le COI a préparé une convention type, qui a été utilisée récemment dans le dialogue public-privé en Portugal. L'ONH a reconnu l'utilité et l'importance du dialogue, exprimant la volonté de poursuivre celui-ci en 2017 d'une manière plus concrète. Afin de renforcer le dialogue, M. Bayouhd a proposé que l'ONH agisse comme lien entre les secteurs public et privé.

Le secteur privé a le rôle d'interlocuteur fort et compact pour dialoguer avec le ministère, et négocier les politiques du secteur. La nécessité d'une meilleure organisation de la filière a aussi été soulevée. Une organisation interprofessionnelle pourrait à la fois être un interlocuteur avec le gouvernement et au même temps poursuivre des actions concrètes pour avancer les intérêts du secteur.

Le marché biologique, les indications géographiques, l'agriculture raisonnée et les variétés Tunisiennes sont perçus depuis longtemps comme créateurs potentiels de valeur ajoutée et moteur d'amélioration de la gestion des exploitations agricoles. La promotion pour les huiles d'olive portant des labels (bio, d'origine, etc.) permettrait d'une part de mieux valoriser les huiles d'olive tunisiennes, et de positionner la Tunisie sur un marché de niche de l'autre. L'opinion commune parmi les acteurs du secteur, y compris les petits producteurs,

est que le choix de poursuivre leur modèle de développement devrait être disponible, et que tous les modèles d'organisation différents – sociétés privées et/ou coopératives (y compris de transformation) – puissent également avancer.

Pour ce qui concerne la récolte 2017-2018, le volume pourrait être le plus grand que toujours, ce qui mènerait à une nécessité de réfléchir sur les lacunes éventuelles à combler en termes de main d'œuvre, financement et stockage. M. Bayoudh a également présenté la volonté de l'ONH de faire une révision du system du financement et du stockage pour la prochaine campagne. La question de la pénurie de main d'œuvre pourrait être réglée par le développement des sociétés de services, et a long terme, à travers la mécanisation.

L'accès au crédit agricole est extrêmement limité en Tunisie. Les difficultés d'accès au crédit constituent la barrière la plus importante pour le développement de la filière : un véritable problème surtout pour les opérateurs de petite et moyenne taille, qui pèse lourdement sur la performance agricole tunisienne. LE GT a soulevé l'importance de mettre en place un système de financement pour couvrir les besoins à court terme et les investissements à long terme, et qui prend en compte les réalités du secteur en termes de volatilité des prix et de production.

La FAO préparera une note informative détaillant la situation actuelle du secteur en termes d'accès au crédit, présentant les prix, les conditions du financement disponible aujourd'hui et les enjeux. Dans ce contexte, la FAO a suggéré que les membres du GT contribuent à cette note avec des informations sur la situation actuelle. La contribution du GT renforcera fortement l'utilité de la note et éventuellement aidera la BERD à mieux mobiliser leur réflexion sur le sujet. La discussion sur le crédit a également visé le factoring à l'envers, une technique financière utilisée par des entreprises pour financer ses fournisseurs, pour continuer à avoir des délais de paiement, et pour obtenir une remise d'escompte pour payer comptant¹.

La discussion a aussi abordé comment améliorer et renforcer la vulgarisation agricole. M Larbi, Institute d'olivier a noté que les vulgarisateurs doivent souvent couvrir multiples secteurs et produits, et qu'il faudrait réfléchir sur l'augmentation du niveau des connaissances des spécificités des oliviers.

Concernant la commercialisation, aujourd'hui la demande est plus importante et nécessite une réponse aux exigences des clients aussi bien que le développement de la qualité. Il existe une demande importante de la part des importateurs pour la traçabilité du produit, qui ne pas toujours possible pour toute la filière. Les représentants du secteur privé ont insisté sur l'importance de la certification et traçabilité de leurs produits, afin de valoriser les approches différentes et d'augmenter la qualité en soulignant les atouts du produits, comme par exemple l'histoire et la culture de l'olivier. Dans ce contexte, il a eu un débat sur l'approche de marketing 'Made in Tunisia', notamment sur si cela permettait, par la réalisation de tous les aspects positifs et qualitatifs de l'huile, aux pays d'être mis en avant.

Augmenter la qualité de l'huile implique une forte coopération entre les acteurs de la filière, à long terme et dans toutes les phases : production, transformation, distribution, marketing et exportation.

Le voyage d'échange en Italie a montré comment le secteur Italien valorise l'huile d'olive produit et Italie. Il y a des similarités entre l'approche dans les Pouilles et l'approche en Tunisie : la région des Pouilles est plutôt axée sur une huile de qualité et ne représente pas toute l'industrie Italienne. En effet, une huilerie indépendante, grande et industrielle n'est pas présente. La cohésion et cohérence politique Italienne ont été décrites par le GT comme exemplaires, faite exception pour comment la situation de la Xylella fastidiosa est gérée.

Il a été relevé que chaque membre du GT doit apporter sa propre contribution au groupe. L'équipe FAO facilitera le travail à la fois avec des contributions techniques, et dans son rôle de secrétariat du groupe.

¹ Le fonctionnement du reverse factoring : La technique consiste à un financement inversé par rapport à celle de l'affacturage classique. Au lieu de financer les créances clients, on finance les créances des fournisseurs via un contrat tripartite entre l'acheteur, le ou les fournisseurs et le factor.

Annexe A

	Organisme	Nom représentant	Rôle	Contact
1	SYNAGRI	Amor Slama	Membre du Conseil d'Administration	amor.slama@hotmail.com
2	SYNAGRI	Mme Mezzhani	Communication	
3	CogeHuiles	Selim Belkhodja	President de Coge Huiles	selim.belkhodja@planet.tn
4	Office National de l'Huile (ONH)	Chokri Bayoudh	President director general	chokribayoudh@yahoo.fr
5	Institut de l'Olivier	Ajmi Larbi	Maitre de conférences à l'Institut de l'Olivier	ajmilarbi72@gmail.com
6	EBRD	Ahmed Zairi	Banker	ZairiA@ebrd.com
7	Chambre Nationale oléiculteurs	Chiheb Ghaleb	President	ghaleb_chiheb@yahoo.fr
8	Chambre Nationale oléiculteurs	Raouf Ellouze	President	raouf.ellouze@yahoo.fr
9	Cluster huile d'olive CiT-Kef	Mehdi Klai	Président du cluster huile d'olive CiT-Kef	klaymehdi@yahoo.fr
10	UTAP-Chambre nationale des oléiculteurs	Mohamed Nasraoui	Secrétaire General	Med.nasraoui@gmail.com
11	PACKTEC	Hager Benmami		Hager.benmami@packtec.tn
12	PACKTEC	Soyadi Sliam	Directrice	slim.soyadi@packtec.tn
13	FAO	Lisa Paglietti	Project leader	Lisa.paglietti@fao.org
14	FAO	Peter Talks	Spécialiste des politiques et des institutions agricoles	Peter.talks@fao.org
15	FAO	Noureddine Nasr	Agronomist, Plant Protection Specialist	Moureddine.nasr@fao.org